



**Régie des Eaux
du Pays Brignolais**

EXTRAIT

N° 201 /2014

du

**Registre des Délibérations du Conseil d'Administration de la
Régie des Eaux du Pays Brignolais
24 janvier 2014**

Objet : Modification de la régie
d'avances pour les services
d'eau potable et
d'assainissement collectif

Nombre de Membres du Conseil
d'Administration : 8
Nombre de votants : 7
Date de la convocation :
21 janvier 2014

L'an deux mille Quatorze

Et le mardi 24 janvier

**A 10 heures , le Conseil d'Administration de la Régie, régulièrement
convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, salle de réunion de
la Régie des Eaux du Pays Brignolais, en session ordinaire du mois de
décembre sous la présidence de :**

Monsieur Jean BROQUIER Président

Présents :

Monsieur Jean BROQUIER

Mesdames Véronique DELFAUX - Lydie NIETO APOLO – Messieurs Richard GINESY – Gérard GRIMALT (pouvoir de Mme MASSIMI) – Marcel BUCCIO - Marcel MARTINO (pouvoir de M. VITA)

Absent(e)s excusé(e)s – Mesdames Sylvie MASSIMI - Catherine GENRE - Annie GIUSTI - Jean-Yves VITA

Secrétaire de séance : *Monsieur Richard GINESY*

Secrétaire adjoint : *Monsieur Éric TISSERAND*

Rapporteur : *Monsieur Jean BROQUIER Président,*

Vu la délibération n°138 du 24 janvier 2013 portant sur la constitution d'une régie d'avances pour les services d'eau potable et d'assainissement collectif

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 20 janvier 2014 concernant le projet de délibération instituant la modification de la régie d'avances pour les services d'eau potable et d'assainissement collectif

La régie d'avances permet au régisseur, pour le compte du comptable public, de réaliser directement les opérations des remboursements de faible valeur.

Pour sa première année d'exercice, il s'avère que le montant global a remboursé en terme d'avoirs liés au solde des mensualisations est de 18 484 € pour 330 abonnés

Or, le montant de l'avance consenti au régisseur s'élève à 3 000 €. De fait, les remboursements se sont étalés sur 2 mois avec un travail plus conséquent pour le Trésor Public qui a dû régulariser la régie à chaque fois dans l'urgence pour que les remboursements soient terminés au 15 décembre 2013.

Il est proposé de modifier l'article 7 en réévaluant le montant consenti au régisseur dans les conditions établies ci-dessous.

Ancien article 7

ARTICLE 7 - Le montant de l'avance à consentir au régisseur s'élève à 3 000 € (au maximum, le sixième des dépenses annuelles prévisibles)

Afin que la Régie des Eaux du Pays Brignolais puisse rembourser les montants des avoirs, il est proposé de modifier la régie de dépenses, indépendante de la régie de recettes, dans les conditions établies dans les articles ci-dessous :

ARTICLE PREMIER – Par délibération n°138 du 24 janvier 2013 est constituée une régie d'avances pour les services d'eau potable et d'assainissement collectif de la Régie des Eaux du Pays Brignolais

ARTICLE PREMIER BIS - Par délibération du 28 janvier 2014 son article 7 est modifié

ARTICLE 2 - Cette régie est installée cours de la liberté 83170 BRIGNOLES

ARTICLE 3 - La régie fonctionne du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année

ARTICLE 4 – La régie paie les dépenses liées au remboursement des factures d'eau potable et de traitement des eaux usées des usagers et des services de l'eau potable et de l'assainissement collectif

ARTICLE 5 – Les dépenses désignées à l'article 4 sont payées uniquement par virement bancaire

ARTICLE 6 – Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur à qualité auprès du service Dépôt et Fonds à la Direction Départementale des Finances Publiques du Var à TOULON

ARTICLE 7 - Le montant de l'avance à consentir au régisseur s'élève 6 000 €

ARTICLE 8 - Le montant maximum des dépenses que le régisseur est autorisé à payer est fixé à 1 500 € par opération

ARTICLE 9 : Le régisseur verse auprès du comptable public la totalité des justificatifs des opérations de dépenses au moins une fois par trimestre.

ARTICLE 10 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 11 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination, fixée selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 : Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination, fixée selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 13 : Le Directeur de la Régie des Eaux du pays Brignolais et le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le Conseil d'Administration

Après en avoir délibéré

ADOpte à l'unanimité des suffrages exprimés (7 pour) la modification de la régie d'avances pour les services d'eau potable et d'assainissement collectif

ADOpte à l'unanimité des suffrages exprimés (7 pour) les nouvelles conditions de la régie d'avances

ARTICLE PREMIER – Par délibération n°138 du 24 janvier 2013 est constituée une régie d'avances pour les services d'eau potable et d'assainissement collectif de la Régie des Eaux du Pays Brignolais

ARTICLE PREMIER BIS - Par délibération du 28 janvier 2014 son article 7 est modifié

ARTICLE 2 - Cette régie est installée cours de la liberté 83170 BRIGNOLES.

ARTICLE 3 - La régie fonctionne du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année

ARTICLE 4 – La régie paie les dépenses liées au remboursement des factures d'eau potable et de traitement des eaux usées des usagers et des services de l'eau potable et de l'assainissement collectif

ARTICLE 5 – Les dépenses désignées à l'article 4 sont payées uniquement par virement bancaire

ARTICLE 6 – Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur es qualité auprès du service Dépôt et Fonds à la Direction Départementale des Finances Publiques du Var à TOULON

ARTICLE 7 - Le montant de l'avance à consentir au régisseur s'élève 6 000 €

ARTICLE 8 - Le montant maximum des dépenses que le régisseur est autorisé à payer est fixé à 1 500 € par opération

ARTICLE 9 : Le régisseur verse auprès du comptable public la totalité des justificatifs des opérations de dépenses au moins une fois par trimestre.

ARTICLE 10 : Le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 11 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination, fixée selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 : Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination, fixée selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 13 : Le Directeur de la Régie des Eaux du pays Brignolais et le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.
Le Président

